

ANNEXE II – CONDITIONS GÉNÉRALES

| | |
|---|----|
| Article 1 ^{er} : Définitions et interprétation | 1 |
| Article 2: Obligations générales | 2 |
| Article 3: Sous-délégation..... | 3 |
| Article 4: Obligations relatives à l'information et aux rapports | 4 |
| Article 5: Responsabilité à l'égard de tiers | 6 |
| Article 6: Conflit d'intérêts | 6 |
| Article 7: Confidentialité | 7 |
| Article 8: Protection des données..... | 7 |
| Article 9: Communication et visibilité..... | 7 |
| Article 10: Publication ex post d'informations sur les contractants et les bénéficiaires d'une subvention | 8 |
| Article 11: Propriété, droit d'utilisation et transfert des résultats et des équipements | 8 |
| Article 12: Évaluation et suivi de l'action | 9 |
| Article 13: Modification de la convention | 9 |
| Article 14: Passation de marchés et base de données centrale sur les exclusions | 10 |
| Article 15: Suspension | 11 |
| Article 16: Résiliation et date de fin de la convention | 12 |
| Article 17: Droit applicable et règlement des différends..... | 13 |
| Article 18: Coûts éligibles..... | 14 |
| Article 19: Paiements | 16 |
| Article 20: Montant final | 16 |
| Article 21: Récupération | 17 |
| Article 22: Comptabilité et contrôles technique et financier | 17 |

Article 1^{er}: Définitions et interprétation

| | |
|---|--|
| Action | Programme ou projet de coopération financé en tout ou partie par l'Union européenne, pouvant être mené par l'organisation elle-même et/ou les sous-délégataires, tel que décrit à l'annexe I. |
| Bénéficiaire d'une subvention | Personne physique ou morale à laquelle une subvention a été accordée. Les bénéficiaires d'une subvention peuvent attribuer des subventions en cascade ou des marchés aux fins de la mise en œuvre de leurs activités. |
| Base de données centrale sur les exclusions | Base de données recensant toutes les personnes morales et physiques exclues du financement de l'Union européenne, établie par le règlement (CE, Euratom) n° 1302/2008 de la Commission du 17 décembre 2008 relatif à la base de données centrale sur les exclusions (JO L 344 du 20.12.2008, p. 12). |
| Bénéficiaire final | Personne physique ou morale bénéficiant en dernier lieu de l'action. |
| Bonne gestion financière | Principe général régissant la mise en œuvre de la présente convention, recouvrant les principes d'économie, d'efficacité et d'efficience. |
| Contractant | Personne physique ou morale avec laquelle un marché public a été passé. |
| Contrôle interne | Processus applicable à tous les niveaux de la chaîne de gestion et conçu pour fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants: <ul style="list-style-type: none"> a) l'efficacité, l'efficience et l'économie des opérations; b) la fiabilité des informations communiquées; c) la préservation des actifs et de l'information; d) la prévention, la détection, la correction et le suivi de la fraude et des irrégularités; |

| | |
|--------------------------------------|--|
| | e) la gestion appropriée des risques concernant la légalité et la régularité des opérations financières, en tenant compte du caractère pluriannuel des programmes et de la nature des paiements concernés. |
| Économie | Principe prescrivant que les moyens mis en œuvre en vue de la réalisation de l'action sont rendus disponibles en temps utile, dans les quantités et qualités appropriées et au meilleur prix. |
| Efficacité | Principe visant l'atteinte des objectifs spécifiques fixés et l'obtention des résultats escomptés. |
| Efficiencia | Principe visant le meilleur rapport entre les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus. |
| Erreur substantielle ou irrégularité | Violation d'une disposition conventionnelle résultant d'un acte ou d'une omission, qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget de l'Union européenne. |
| Force majeure | Toute situation ou tout événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des parties et non imputable à une faute ou à une négligence de l'une d'elles (ou d'un de leurs sous-délégataires, contractants, agents ou salariés), qui empêche l'une des parties d'exécuter une ou plusieurs de ses obligations découlant de la convention et qui n'a pu être surmontée en dépit de toute la diligence déployée. Les défauts ou la mise à disposition tardive des équipements ou du matériel, les conflits du travail, les grèves et les difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de force majeure par la partie défaillante. |
| Sous-délégation | Délégation, par l'organisation, de tâches d'exécution budgétaire à un autre organisme. |
| Tâches d'exécution budgétaire | Tâches consistant à mener des procédures d'attribution de marchés et de subventions, et à attribuer, conclure et exécuter les marchés et conventions de subvention qui en résultent, notamment l'acceptation des éléments livrables, la réalisation des paiements et la récupération des fonds indûment versés, lorsque les travaux, services, fournitures et autres prestations ne sont pas destinés à l'usage propre de l'organisation. |

Article 2: Obligations générales

Mise en œuvre de l'action

- 2.1 L'organisation est chargée de mener les activités relatives à la mise en œuvre de l'action décrite à l'annexe I de la convention, qui précise les indicateurs utilisés pour mesurer les réalisations. Les deux parties s'appliquent à renforcer leurs relations mutuelles en vue d'améliorer l'échange d'informations tout au long de la mise en œuvre de l'action. À cette fin, l'organisation et la Commission participent à des réunions de coordination et autres activités communes organisées conjointement, et l'organisation invite la Commission à participer à tout comité de donateurs qui peut être établi dans le cadre d'actions multidonateurs.
- 2.2 Dans l'exercice des activités qui lui sont confiées au titre de la convention, l'organisation ne modifie pas les principales caractéristiques de l'action décrite à l'annexe I, comme ses objectifs, ses stratégies et ses domaines prioritaires, ni tout autre élément essentiel mentionné dans les conditions particulières de la convention.
- 2.3 L'organisation exécute les activités qui lui sont confiées au titre de la convention conformément aux principes de bonne gestion financière, de transparence et de non-discrimination.
- 2.4 L'organisation s'engage à user de toutes ses compétences pour mobiliser tous les moyens financiers, humains et matériels requis aux fins de la pleine mise en œuvre de l'action, telle que décrite à l'annexe I.
- 2.5 Dans le cadre de l'exécution des activités, l'organisation utilise son propre système comptable, qui fournit, en temps opportun, des informations précises, exhaustives et fiables; elle garantit le fonctionnement d'un système de contrôle interne efficace et efficient et fait l'objet d'un audit indépendant réalisé, conformément aux normes d'audit reconnues à l'échelle internationale, par un service d'audit indépendant sur le plan fonctionnel.
- 2.6 Lorsque, conformément au point 1.3 b), des conditions particulières, l'organisation applique ses propres

règles en matière d'octroi de subventions et/ou ses propres procédures de passation de marchés, elle veille à ce que des procédures de révision transparentes, non discriminatoires, efficaces et efficientes soient en place.

Responsabilité

2.7. Responsabilité de l'organisation

- a) L'organisation demeure pleinement responsable, à l'égard de la Commission, de la mise en œuvre de l'action et de la garantie du respect des dispositions de la convention, indépendamment du fait que les activités soient menées par l'organisation même ou par un sous-déléataire, un contractant ou un attributaire d'une subvention.
- b) Conformément à ses règles et réglementations, l'organisation prend toutes les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes rencontrés proportionnellement à la gravité de ceux-ci, y compris la suspension des conventions avec les sous-déléataires et la suspension des paiements. Lorsque les circonstances l'exigent, l'organisation met fin aux conventions conclues avec des sous-déléataires et/ou aux contrats conclus avec des contractants ou des bénéficiaires d'une subvention.
- c) L'organisation prend des mesures en vue de prévenir, de détecter et de corriger les irrégularités et la fraude lors de l'exécution des activités. À cet effet, elle procède, dans le respect du principe de proportionnalité, à des contrôles ex ante et ex post, y compris, le cas échéant, à des contrôles sur place sur des échantillons d'opérations représentatifs et/ou fondés sur les risques, pour s'assurer que les actions financées par l'Union européenne sont effectivement et correctement exécutées.
- d) L'organisation assume la pleine responsabilité financière à l'égard de la Commission pour l'ensemble des fonds indûment versés à des sous-déléataires, des contractants ou des bénéficiaires d'une subvention. Elle prend toutes les mesures nécessaires pour récupérer les fonds indûment versés ou utilisés de manière inappropriée, y compris en engageant des poursuites à l'encontre des sous-déléataires, des contractants et des bénéficiaires d'une subvention. La Commission est en droit de récupérer les fonds:
 - i) auprès de l'organisation, conformément aux dispositions relatives à la récupération (article 21).
 - ii) auprès des sous-déléataires, lorsque l'organisation n'a pas pu le faire elle-même et qu'elle a inclus dans les conventions conclues avec ceux-ci le droit pour la Commission de procéder elle-même à la récupération des fonds par quelque moyen que ce soit si le sous-déléataire ne rembourse pas l'organisation.

Autres obligations

- 2.8 L'organisation veille à ce que les obligations énoncées dans la présente convention à l'article 8 – Protection des données s'appliquent à tous les contractants et que les articles 6 – Conflit d'intérêts, 7 – Confidentialité, 9 – Communication et visibilité, 11 – Propriété, droit d'utilisation et transfert des résultats de l'action et des équipements, et 22 – Comptabilité et contrôle technique et financier s'appliquent, s'il y a lieu, à tous les contractants et bénéficiaires d'une subvention.
- 2.9 L'organisation informe sans délai la Commission de toute modification substantielle des règles, procédures et systèmes appliqués dans la mise en œuvre de l'action. Cette obligation concerne en particulier i) les modifications ayant une incidence sur l'évaluation des piliers entreprise par l'organisation, ii) les modifications susceptibles d'avoir une incidence sur les conditions d'éligibilité prévues dans les instruments juridiques applicables de l'Union, ou iii) toute autre circonstance susceptible d'avoir une incidence sur la mise en œuvre de l'action, ou de retarder ou mettre en péril l'exécution des activités. La Commission se réserve le droit d'adopter des mesures supplémentaires en réponse auxdites modifications ou de résilier la convention conformément aux dispositions de l'article 16 ci-après.

Article 3: Sous-délégation

- 3.1 L'organisation peut déléguer des activités à un ou plusieurs sous-déléataires, tel que décrit à l'annexe I. Lorsque les sous-déléataires ne sont pas mentionnés au point 1.5 des conditions particulières, l'organisation demande l'approbation écrite préalable de la Commission une fois qu'ils ont été identifiés.
- 3.2 Le sous-déléataire ne peut sous-déléguer les activités qui lui ont été confiées par l'organisation.
- 3.3 Des activités ne peuvent être sous-déleguées que lorsque les conditions suivantes sont remplies:

- a) le sous-délégataire est un pays tiers ou l'organisme qu'il a désigné, une organisation internationale ou une de ses agences, un organisme de droit public ou un organisme régi par le droit privé ayant une mission de service public pour autant qu'il présente des garanties financières adéquates. Dans le cas d'organismes d'États membres de l'Union européenne et d'organisations internationales, la sous-délégation est également possible à des organisations sans but lucratif dotées de capacités opérationnelles et financières appropriées;
 - b) le sous-délégataire a fait l'objet d'une évaluation ex ante positive par la Commission autorisant la gestion indirecte, ou par l'organisation, qui a effectué une évaluation des piliers équivalente à celle réalisée sur elle par la Commission. Lorsque l'évaluation ex ante du sous-délégataire a été approuvée par la Commission dans l'évaluation ex ante de l'organisation, l'organisation peut la remplacer en tout ou partie par l'imposition de règles au sous-délégataire qui fournissent des garanties équivalentes à celles mentionnées au point 1.3 des conditions particulières et par l'approbation préalable des tâches d'exécution budgétaire mises en œuvre par le sous-délégataire;
 - c) l'organisation veille à ce que les contrôles ex post nécessaires soient en place afin de garantir la bonne gestion financière de la contribution de l'Union;
 - d) l'organisation confie au sous-délégataire une partie de l'action décrite à l'annexe I consistant en des tâches d'exécution budgétaire.
- 3.4 L'organisation veille à ce que i) les sous-délégataires réalisent les activités qui leur sont confiées pour la mise en œuvre de l'action et ii) les coûts supportés par les sous-délégataires soient éligibles conformément à l'article 18. L'organisation effectue des contrôles réguliers pour garantir que l'action est correctement mise en œuvre par les sous-délégataires.
- 3.5 L'organisation veille à ce que les dispositions établies aux points 2.3, 2.4, 2.5, 2.6, 2.7 b), 2.7 c), 2.8 et 2.9 de l'article 2 – Obligations générales, ainsi que les articles 4 – Rapports, 5 – Responsabilité, 6 – Conflit d'intérêts, 7 – Confidentialité, 8 – Protection des données, 9 – Communication et visibilité, 10 – Publications ex post des contractants et des bénéficiaires d'une subvention, 11 – Propriété, droit d'utilisation et transfert des résultats et des équipements, 12 – Évaluation et suivi de l'action, 14 – Passation de marchés et base de données centrale sur les exclusions et 22 – Comptabilité et contrôle technique et financier, s'appliquent mutatis mutandis aux sous-délégataires.

Article 4: Obligations relatives à l'information et aux rapports

Généralités

- 4.1 L'organisation fournit à la Commission des informations complètes sur la mise en œuvre de l'action. À cette fin, elle inclut à l'annexe I un plan de travail couvrant au moins la première partie de la période de mise en œuvre. L'organisation soumet à la Commission un ou des rapports intermédiaires et un rapport final conformément aux dispositions ci-après. Ces rapports comprennent une partie descriptive et une partie financière.
- 4.2 Chaque rapport fournit un compte rendu complet de tous les aspects pertinents de la mise en œuvre de l'action pendant la période de référence. Il décrit également la mise en œuvre de l'action à l'aide des indicateurs définis à l'annexe I. Le rapport est établi de sorte à permettre une comparaison du ou des objectifs, des moyens envisagés et déployés, des résultats escomptés et obtenus, ainsi que des informations détaillées relatives au budget pour l'action. Le niveau de détail de tout rapport correspond à celui des annexes I et III.
- 4.3 Dans le cas d'actions multidonateurs, lorsque la durée du projet ou du programme de l'organisation est supérieure à la période de mise en œuvre de la présente convention, la Commission peut demander les rapports finaux du projet ou du programme dès qu'ils sont disponibles. Cette disposition est sans préjudice de la fin de la période d'exécution de la présente convention mentionnée au point 16.4.
- 4.4 Toute exigence supplémentaire en matière de rapports doit être indiquée dans les conditions particulières.
- 4.5 La Commission peut demander des informations supplémentaires à tout moment, en motivant sa demande. Ces informations sont fournies dans un délai de 30 jours calendrier à compter de la réception de la demande.

Contenu des rapports

- 4.7 Le ou les rapports intermédiaires portent directement sur la présente convention et contiennent au minimum les éléments suivants:
- a) un résumé et le contexte de l'action;
 - b) les activités menées au cours de la période de référence (c'est-à-dire directement liées à l'action et décrites dans la présente convention) et une ventilation par opération si l'action couvre plusieurs opérations;
 - c) des informations sur la mise en œuvre du plan de communication et de visibilité (annexe VI) et sur toute autre mesure prise assurer la visibilité du financement de l'Union européenne;
 - d) la comptabilité établie pour les coûts supportés dans l'exécution des activités confiées. Ces rapports financiers incluent des informations sur les engagements juridiques et les coûts supportés;
 - e) les difficultés rencontrées et les mesures prises pour surmonter les problèmes;
 - f) les modifications apportées à la mise en œuvre;
 - g) les réalisations et les résultats mesurés à l'aide des indicateurs prévus pour ce faire et spécifiés à l'annexe I;
 - h) un résumé de tout contrôle effectué et des rapports d'audit finaux disponibles, dans le respect de la politique de l'organisation relative à la divulgation de ces contrôles et de ces rapports d'audits. Lorsque des erreurs et des lacunes ont été relevées, il convient également de fournir une analyse de leur nature et de leur portée, ainsi que des informations sur les mesures correctives adoptées;
 - i) les mesures de contrôle prises concernant les sous-délégataires. Lorsque des lacunes sont décelées, il convient également de fournir des informations sur leur nature et leur portée ainsi que sur les mesures correctives adoptées;
 - j) s'il y a lieu, une demande de paiement;
 - k) le plan de travail pour la période suivante.

- 4.8 Le rapport final contient les éléments suivants:

Pour la dernière période de rapport:

- a) toutes les informations énumérées aux points 4.7 a) à 4.7 k).

Concernant la mise en œuvre globale de l'action:

- b) un résumé complet du revenu généré et des paiements reçus au titre de l'action;
- c) s'il y a lieu, une vue d'ensemble de tous les fonds indûment versés ou utilisés de manière inappropriée que l'organisation a pu ou n'a pas pu récupérer elle-même;
- d) une description des résultats générés (ventilés par opération si l'action couvre plusieurs opérations) et de leur incidence quant aux objectifs de l'action en utilisant les indicateurs destinés à mesurer les réalisations spécifiés à l'annexe I;
- e) le lien exact vers la page web sur laquelle, conformément au point 10.2, les informations sur les bénéficiaires sont disponibles;
- f) s'il y a lieu, des informations sur les transferts d'équipements, de véhicules et de fournitures importantes mentionnés à l'article 11;
- g) les coûts du financement des tâches d'exécution budgétaire.

- 4.9 L'organisation présente un rapport pour chaque période de 12 mois à compter du début de la période de mise en œuvre. Les rapports, descriptifs et financiers, couvrent l'ensemble de l'action, qu'elle soit financée en tout ou partie par des fonds de l'Union. Les rapports intermédiaires sont présentés dans un délai de 60 jours calendrier après la période qu'ils couvrent, et le rapport final est présenté au plus tard six mois après la fin de la période de mise en œuvre.

Déclaration de gestion et avis d'audit ou de contrôle

- 4.10 Chaque rapport est accompagné d'une déclaration de gestion conforme au modèle fourni à l'annexe VII.
- 4.11 Si l'organisation n'est pas une organisation internationale, elle fournit à la Commission, dans un délai d'un mois à compter de la présentation de chaque rapport, un avis émis par un organisme d'audit indépendant, conformément au point 4.13.
- 4.12 Si l'organisation est une organisation internationale, elle fournit à la Commission, dans un délai de six mois à compter de la présentation de chaque rapport, un avis émis par un organisme d'audit indépendant,

conformément au point 4.13, ou un avis émis par l'organisme d'audit ou de contrôle interne de l'organisation.

- 4.13 Les avis mentionnés aux points 4.11 et 4.12 sont rédigés conformément aux normes d'audit reconnues à l'échelle internationale, en précisant si la comptabilité donne une image fidèle et juste, si les systèmes de contrôle en place fonctionnent de manière adéquate et si les opérations sous-jacentes sont légales et régulières. Ils indiquent également si le travail d'audit met en doute les affirmations figurant dans la déclaration de gestion susmentionnée.

Taux de change

- 4.14 Les données chiffrées des rapports sont indiquées en euros. Lorsque les exigences comptables de l'organisation imposent l'utilisation d'une autre devise, les données chiffrées des rapports sont indiquées en euros et dans la devise en question utilisée par l'organisation. Aux fins de l'élaboration des rapports, la conversion en euros est réalisée en utilisant l'une des options ci-dessous, précisées au point 4.3 des conditions particulières:
- a) le taux appliqué par la Banque centrale européenne, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, en vigueur le jour où la contribution de l'Union a été inscrite dans la comptabilité de l'organisation¹;
 - b) le taux de change de l'organisation, selon son principe comptable, en vigueur le jour où la contribution de l'Union a été inscrite dans la comptabilité de l'organisation.
- 4.15 Lorsque la contribution de l'Union est versée en plusieurs tranches, les dépenses encourues sont déclarées en utilisant le taux de change auquel chaque tranche a été inscrite, sauf mention contraire dans les conditions particulières.

Non-respect des obligations en matière de rapport

- 4.16 Si l'organisation n'est pas en mesure de présenter un rapport intermédiaire ou un rapport final ainsi que les documents d'accompagnement au plus tard à la date limite fixée au point 4.9, elle informe la Commission par écrit des raisons de ce retard et fournit un résumé de l'état d'avancement de l'action ainsi qu'un plan de travail provisoire pour la prochaine période. Si l'organisation ne respecte pas cette obligation dans les deux (2) mois qui suivent la date limite fixée au point 4.9, la Commission peut résilier la convention conformément à l'article 16, refuser de verser les montants en suspens et récupérer les montants indûment versés.

Article 5: Responsabilité à l'égard de tiers

- 5.1 La Commission n'est, en aucun cas ni à quelque titre que ce soit, tenue pour responsable des dommages causés au personnel ou aux biens de l'organisation lors de la mise en œuvre ou à la suite de l'action. En conséquence, la Commission n'admet aucune demande d'indemnisation ou d'accroissement des paiements pour ces motifs.
- 5.2 Sous réserve du régime des privilèges et immunités de l'organisation, s'il s'applique, celle-ci est seule responsable à l'égard des tiers, y compris pour les dommages de toute nature qui seraient causés à ceux-ci en liaison avec la mise en œuvre de l'action ou en raison de celle-ci.
- 5.3 L'organisation dégage la Commission de toute responsabilité liée à des réclamations ou poursuites découlant d'une infraction aux règles et réglementations de l'organisation commise par elle-même, ses employés ou des personnes dont ils sont responsables, ou d'une violation des droits d'un tiers.

Article 6: Conflit d'intérêts

- 6.1 L'organisation s'abstient de toute action pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts.
- 6.2 Il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions d'une personne quelconque participant à l'application de la présente convention est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec une autre partie, telle qu'un contractant ou un bénéficiaire d'une subvention.

¹ Disponible à l'adresse suivante: <http://www.ecb.int/stats/exchange/eurofxref/html/index.en.html>.

Article 7: Confidentialité

- 7.1 La Commission et l'organisation préservent la confidentialité de tout document, toute information ou tout autre matériel directement lié à la mise en œuvre de l'action qui est confidentiel. Sous réserve de l'article 22, la Commission peut accéder sur demande et sur une base confidentielle à ces documents, informations ou autre matériel. La nature confidentielle d'un document ne fait pas obstacle à sa communication sur une base confidentielle lorsque les règles s'imposant aux parties l'exigent.
- 7.2 Chaque partie obtient le consentement écrit de l'autre préalablement à la publication de ces informations, à moins que:
- a) la partie concernée accepte de libérer l'autre partie de l'obligation de confidentialité susmentionnée;
 - b) les informations confidentielles deviennent publiques d'une autre manière qu'à la suite de leur divulgation, en violation de l'obligation de confidentialité, par la partie tenue par cette obligation;
 - c) la divulgation des informations confidentielles soit exigée par la loi. La divulgation des informations ne peut en aucun cas compromettre les privilèges et immunités de l'organisation ou la sûreté et la sécurité du personnel de l'organisation.
- 7.3 Les parties demeurent liées par l'obligation de confidentialité pendant au moins cinq ans après la date de fin de la convention.

Article 8: Protection des données

- 8.1 L'organisation garantit une protection raisonnable des données à caractère personnel. Par «données à caractère personnel», on entend toute information concernant une personne physique. Toute opération appliquée à des données à caractère personnel, telle que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la divulgation, l'effacement ou la destruction, est fondée sur les règles et procédures de l'organisation et est uniquement effectuée lorsqu'elle est nécessaire aux fins de l'exécution du mandat de l'organisation.
- 8.2 Plus précisément, l'organisation prend les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées concernant les risques inhérents à toute opération de ce type et à la nature des informations liées à la personne physique concernée afin:
- a) d'empêcher toute personne non autorisée d'accéder à des systèmes informatiques réalisant ce type d'opérations, et en particulier la lecture, la reproduction, la modification ou l'effacement non autorisés de supports de mémoire; cela inclut la saisie non autorisée de données ainsi que la divulgation, la modification ou l'effacement d'informations conservées;
 - b) de garantir que les utilisateurs autorisés d'un système informatique réalisant ces opérations ne puissent accéder qu'aux informations que leur droit d'accès leur permet de consulter;
 - c) de se doter d'une structure organisationnelle répondant aux exigences susmentionnées.

Article 9: Communication et visibilité

- 9.1 L'organisation met en œuvre le plan de communication et de visibilité détaillé à l'annexe VI.
- 9.2 Sauf demande ou accord contraire de la Commission, l'organisation prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement de l'action par l'Union européenne. Les informations diffusées à la presse et aux bénéficiaires finaux, de même que l'ensemble des supports publicitaires, avis officiels, rapports et publications y afférents mentionnent le fait que l'action a été réalisée «avec la participation financière de l'Union européenne» et font apparaître l'emblème de l'Union européenne (douze étoiles jaunes sur fond bleu) de manière appropriée. Ces mesures sont prises conformément au manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne² publié par la Commission ou à toute autre ligne directrice dont la Commission et l'organisation ont convenu. Toutes les publications de l'organisation se rapportant à l'action, sous quelque forme et quelque support que ce soit, y compris l'internet, mentionnent la clause de non-responsabilité suivante: «Le présent document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Les opinions qui y sont exprimées ne peuvent en aucun cas être considérées comme reflétant la position officielle de l'Union européenne.»

² http://ec.europa.eu/europeaid/work/visibility/documents/communication_and_visibility_manual_fr.pdf.

- 9.3 Si, lors de la mise en œuvre de l'action, des équipements, des véhicules ou des fournitures importantes sont achetés au moyen de fonds de l'Union européenne, l'organisation le fait savoir de manière appropriée sur les équipements, véhicules ou fournitures importants concernés, notamment en y apposant l'emblème de l'Union européenne (douze étoiles jaunes sur fond bleu), pour autant que cela ne compromette pas la sûreté et la sécurité de l'organisation ou de son personnel.
- 9.4 La taille et la disposition de la mention de la source du financement et de l'emblème de l'Union européenne doivent être choisies de façon à en assurer la visibilité tout en veillant à ne pas créer de confusion quant au fait que l'action relève d'une activité de l'organisation, et que les équipements, les véhicules ou les fournitures importantes appartiennent à l'organisation.
- 9.5 Si, en application de l'article 11, les équipements, les véhicules ou les fournitures importantes achetés au moyen de fonds de l'Union européenne n'ont pas été transférés aux autorités locales, aux sous-délégataires locaux, aux bénéficiaires locaux d'une subvention ou aux bénéficiaires finaux au moment de présenter le rapport final, les exigences en matière de visibilité applicables à ces équipements, véhicules ou fournitures importantes (en particulier l'affichage de l'emblème de l'Union européenne) demeurent applicables entre la présentation du rapport final et l'achèvement de l'action, si ce dernier nécessite plus de temps.
- 9.6 Les mentions relatives aux contributions de l'Union européenne indiquent les montants de ces contributions en euros (€ ou EUR). Dans le cas d'une organisation internationale, les publications et rapports de l'organisation élaborés conformément à ses règles et procédures sont exclues de la présente disposition.
- 9.7 L'organisation accepte que la Commission publie, sous quelque forme et quelque support que ce soit, y compris sur ses sites internet, les nom et adresse de l'organisation, ainsi que la finalité et le montant de la contribution de l'Union européenne. La Commission peut renoncer à une telle publication si la communication des informations susvisées risque de menacer la sécurité de l'organisation ou de nuire à ses intérêts.
- 9.8 L'organisation veille à ce que les rapports, publications, communiqués de presse et mises à jour pertinents pour l'action soient communiqués à la Commission dès leur publication.

Article 10: Publication ex post d'informations sur les contractants et les bénéficiaires d'une subvention

- 10.1 L'organisation publie, sur une base annuelle, sur son site internet, les informations suivantes concernant les marchés dépassant 15 000 EUR et toutes les subventions financés par l'Union européenne: le titre du marché ou du projet, la nature et la finalité du marché ou du projet, le nom du contractant ou du bénéficiaire d'une subvention et le lieu où ils se trouvent, ainsi que le montant du marché ou du projet. Par «lieu», on entend l'adresse pour les personnes morales et la région au niveau NUTS³ 2, ou équivalent, pour les personnes physiques. Ces informations ne sont pas publiées dans le cas de bourses versées à des personnes physiques ou d'autres aides directes versées à des personnes physiques qui en ont un besoin pressant. Elles sont publiées dans le respect des exigences en matière de confidentialité et de sécurité.
- 10.2 L'organisation fournit à la Commission l'adresse du site internet sur lequel ces informations sont disponibles et autorise la publication de cette adresse sur le site internet de la Commission.
- 10.3 Lorsque l'action est une action multidonateurs, la publication des informations sur les contractants et les bénéficiaires d'une subvention se fait dans le respect des règles de l'organisation.

Article 11: Propriété, droit d'utilisation et transfert des résultats et des équipements

Propriété

- 11.1 Dans la mesure où cela est juridiquement possible, la propriété, le titre, ainsi que les droits de propriété industrielle et intellectuelle des résultats de l'action et les rapports, ainsi que de tout autre document y afférents sont conférés à l'organisation, s'il y a lieu conjointement avec des tiers ou suivant d'autres modalités arrêtées par l'organisation.

Droit d'utilisation

- 11.2 Sans préjudice des dispositions du paragraphe précédent et sous réserve de l'article 7, l'organisation octroie à

³ Nomenclature des unités territoriales statistiques, disponible à l'adresse suivante:
http://ec.europa.eu/eurostat/ramon/index.cfm?TargetUrl=DSP_PUB_WELC.

la Commission le droit d'utiliser à titre gracieux tous les résultats de l'action, quelle qu'en soit la forme, pour autant que cela n'enfreigne pas les droits de propriété industrielle et intellectuelle, et fait en sorte de garantir que le tiers concerné (sous-délégataire, bénéficiaire d'une subvention ou contractant) en fasse de même.

Transfert

- 11.3 Les équipements, les véhicules et les fournitures importantes achetés au moyen de la contribution de l'Union européenne dans le cadre de l'action sont transférés aux autorités locales, aux sous-délégataires locaux, aux bénéficiaires locaux d'une subvention et aux bénéficiaires finaux, au plus tard au moment de la présentation du rapport final.
- 11.4 Les preuves documentaires de ces transferts sont conservées pour vérification pendant la durée et avec les documents mentionnés au point 22.3.
- 11.5 Par dérogation au point 11.3, les équipements, les véhicules et les fournitures importantes achetés au moyen de la contribution de l'Union européenne dans le cadre d'actions multidonateurs qui continuent au terme de la période de mise en œuvre peuvent être transférés à la fin du projet ou du programme. L'organisation utilise les équipements, les véhicules et les fournitures importantes au profit des bénéficiaires finaux. Elle informe la Commission de l'utilisation finale des équipements, des véhicules et des fournitures importantes dans le rapport final.
- 11.6 En l'absence d'autorités locales, de sous-délégataires locaux ou de bénéficiaires finaux à qui transférer les équipements, les véhicules et les fournitures importantes, l'organisation peut effectuer le transfert vers une autre action financée par l'Union européenne ou, à titre exceptionnel, conserver la propriété des équipements, des véhicules et des fournitures à la fin de l'action. Dans de tels cas, elle soumet une demande écrite motivée accompagnée d'un inventaire répertoriant les éléments concernés et une proposition concernant leur utilisation, en temps utile et au plus tard au moment de la présentation du rapport final. L'utilisation finale ne peut en aucun cas compromettre la durabilité de l'action.

Article 12: Évaluation et suivi de l'action

- 12.1 L'organisation invite des représentants de la Commission à participer aux principales missions de suivi et d'évaluation liées à la réalisation de l'action. Elle rend compte des résultats de ces missions à la Commission.
- 12.2 Le point 12.1 est applicable sans préjudice de toute mission d'évaluation ou de suivi que la Commission souhaiterait effectuer en tant que donateur. Les missions d'évaluation et de suivi des représentants de la Commission sont planifiées et exécutées dans un esprit de collaboration entre le personnel de l'organisation et les représentants de la Commission, en gardant à l'esprit l'engagement pris par les parties d'assurer une mise en œuvre efficace et efficiente de la convention. La Commission et l'organisation conviennent des questions de procédure au préalable. La Commission met le projet de rapport de la mission d'évaluation ou de suivi à la disposition de l'organisation pour que celle-ci formule des observations avant la publication finale. La Commission transmet le rapport final à l'organisation une fois celui-ci publié.

Article 13: Modification de la convention

- 13.1 Toute modification de la présente convention, y compris de ses annexes, doit être consignée par écrit dans un avenant signé par les deux parties. La présente convention ne peut être modifiée que pendant sa période d'exécution.
- 13.2 La partie sollicitant une modification soumet par écrit à l'autre partie toute demande de modification de la présente convention, y compris de ses annexes.
- 13.3 La partie sollicitant une modification présente sa demande dans un délai de 30 jours calendrier avant la date d'entrée en vigueur escomptée de la modification et au plus tard 30 jours calendrier avant la fin de la période d'exécution, sauf circonstances particulières dûment motivées par celle-ci et acceptées par l'autre partie. L'autre partie notifie sa décision quant à la proposition de modification au plus tard 30 jours calendrier à compter de la date de réception de la demande de modification.
- 13.4 Par dérogation aux points 13.1, 13.2 et 13.3, lorsqu'une modification de l'annexe I ou de l'annexe III n'affecte pas l'objet fondamental de l'action et que l'incidence financière se limite à un transfert à l'intérieur d'une même rubrique du budget, y compris l'annulation ou l'introduction d'un poste, ou à un transfert entre

rubriques du budget entraînant une variation (le cas échéant, cumulée) inférieure ou égale à 15 % du montant initial (le cas échéant modifié par un avenant) de chaque rubrique concernée, l'organisation peut modifier unilatéralement l'annexe I ou l'annexe III et en informe la Commission par écrit. Cette méthode n'est pas utilisée pour modifier la réserve pour imprévus.

- 13.5 Les changements d'adresse ou de compte bancaire sont notifiés à la Commission par écrit. Le cas échéant, les changements de compte bancaire doivent être indiqués dans la demande de paiement, en utilisant la fiche d'identification financière de la Commission jointe comme annexe IV.

Article 14: Passation de marchés et base de données centrale sur les exclusions

Passation de marchés

- 14.1 Les marchés et conventions de subvention mettant en œuvre la contribution de l'Union européenne sont signés dans le délai pour la passation des contrats fixé au point 2.5 des conditions particulières. Entre la fin du délai pour la passation des contrats et la présentation du rapport final, seuls des marchés faisant suite à la résiliation anticipée d'un marché existant et des marchés concernant des évaluations et des audits finaux peuvent être signés.
- 14.2 Des procédures d'attribution de marchés, tels que mentionnés au point 14.1, peuvent avoir été engagées et des marchés peuvent être signés par l'organisation avant le début de la période de mise en œuvre.
- 14.3 Sauf disposition contraire dans les conditions particulières, l'origine des biens et la nationalité des organisations, entreprises et experts sélectionnés pour réaliser les activités de l'action sont déterminées conformément aux règles applicables de l'organisation. Toutefois, et en tout état de cause, les biens, organisations, entreprises et experts éligibles au titre des dispositions réglementaires applicables de l'Union européenne sont éligibles.
- 14.4 L'organisation adopte des mesures raisonnables, conformément à ses propres règles et procédures, afin de garantir que soient exclus de la participation à une procédure de passation de marché ou d'attribution de subventions et de l'attribution d'un marché ou de subventions financés par des fonds de l'Union les candidats ou soumissionnaires potentiels et les demandeurs qui:
- a) sont en situation de faillite ou de liquidation, de règlement judiciaire, de concordat préventif ou de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales;
 - b) ont fait l'objet, eux-mêmes ou des personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur eux, d'une condamnation prononcée par un jugement rendu par une autorité compétente ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle;
 - c) ont fait l'objet, eux-mêmes ou des personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur eux, d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment de capitaux ou toute autre activité illégale, lorsque ladite activité illégale porte atteinte aux intérêts financiers de l'Union;
 - d) se sont rendus coupables de fausses déclarations lors de la fourniture des renseignements exigés pour leur participation au marché ou n'ont pas fourni ces renseignements;
 - e) se trouvent en situation de conflit d'intérêts.

Base de données centrale sur les exclusions

- 14.5 Lorsqu'elle constate qu'un tiers se trouve dans une des situations mentionnées au point 14.4 c), l'organisation en informe la Commission. Cette information est transmise en utilisant le modèle ad hoc⁴, qui est envoyé à la Commission en mentionnant la durée de l'exclusion, décidée sur la base du jugement faisant l'objet de la notification. Une copie du jugement définitif et, s'il y a lieu, des documents nécessaires établissant la personnalité juridique de l'entité concernée est également fournie. La Commission introduit ces informations dans la base de données centrale sur les exclusions. L'organisation informe la Commission dès qu'il convient de rectifier, de mettre à jour ou de supprimer des informations transmises. L'organisation veille à ce que l'entité concernée soit informée de la transmission de ses données à la Commission et de sa possible inclusion dans la base de données centrale sur les exclusions.
- 14.6 Sans préjudice du pouvoir de la Commission d'exclure une entité de l'attribution de futurs marchés et

⁴ <http://ec.europa.eu/europeaid/companion/annexes.do?annexId=74>

subventions financés par l'Union européenne, l'organisation peut infliger des sanctions financières aux contractants et bénéficiaires d'une subvention en vertu de ses propres règles et procédures en veillant au respect des droits de la défense du contractant ou du bénéficiaire d'une subvention.

- 14.7 L'organisation peut tenir compte, s'il y a lieu et de sa propre responsabilité, des informations contenues dans la base de donnée centrale sur les exclusions lors de l'attribution de marchés. L'accès aux informations peut être fourni par le ou les correspondants compétents ou en consultant la Commission comme indiqué au point 5.6 des conditions particulières⁵ lorsque l'organisation applique les mesures de protection des données adéquates prévues par le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données (JO L 8 du 12.1.2001, p. 1).

- 14.8 En cas de non-respect des points 14.1 à 14.5, la Commission peut déclarer les coûts y afférents éligibles à un financement par l'Union européenne.

Article 15: Suspension

Suspension des paiements et suspension du délai d'une demande de paiement unique

- 15.1 La Commission peut suspendre le paiement, en tout ou partie, dans les cas suivants:
- a) sur la base des informations reçues, la Commission nourrit de graves préoccupations et doit vérifier si:
 - i) l'organisation ou les sous-délégataires ont commis des erreurs substantielles, des irrégularités, une fraude ou une violation des obligations dans le cadre de leur procédure de sélection, de leur évaluation des piliers, ou au cours de la mise en œuvre de l'action, y compris concernant la mise en œuvre du plan de communication et de visibilité;
 - ii) des lacunes significatives sont constatées dans le fonctionnement du système de contrôle interne de l'organisation ou des sous-délégataires ou si des erreurs systémiques qui mettent en doute la fiabilité du système de contrôle interne de l'organisation ou des sous-délégataires ou la fiabilité et la régularité des opérations sous-jacentes sont détectées;
 - b) la suspension est nécessaire pour prévenir un préjudice significatif aux intérêts financiers de l'Union européenne;
 - c) la Commission dispose d'éléments prouvant que l'organisation ou les sous-délégataires ont commis des erreurs systémiques ou récurrentes, des irrégularités, une fraude ou une violation des obligations dans le cadre d'autres accords financés par des fonds de l'Union, pour autant que ces erreurs, irrégularités, fraude ou violation des obligations aient une incidence matérielle sur la présente convention.
- 15.2 Dans les situations mentionnées au point 15.1, la Commission informe directement l'organisation de la suspension des paiements et des motifs de cette suspension. L'organisation présente ses observations dans un délai de 30 jours calendrier. Le plus tôt possible et au plus tard dans les 30 jours calendrier à compter de la réception des observations, la Commission notifie ses conclusions et, sans préjudice de la résiliation de la convention conformément au point 16.2, reprend les paiements ou récupère les montants indûment versés conformément à l'article 21 ou, dans des circonstances dûment justifiées, confirme la suspension pour une durée maximale de 30 jours calendrier supplémentaires.
- 15.3 Dans les situations énoncées au point 16.1, la Commission peut suspendre les paiements par mesure de précaution en informant l'organisation sans délai et par écrit. La procédure décrite au point 16.2 est alors applicable.

⁵ L'organisation est autorisée à accéder directement à la base de données centrale sur les exclusions via un correspondant lorsqu'elle certifie au service concerné de la Commission qu'elle applique les mesures de protection des données adéquates prévues par le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données (JO L 8 du 12.1.2001, p. 1).

- 15.4 La Commission peut suspendre le délai de paiement d'une demande de paiement unique en signalant à l'organisation que:
- a) le montant n'est pas dû;
 - b) les documents justificatifs n'ont pas été fournis;
 - c) les informations obtenues par la Commission mettent en doute l'éligibilité des dépenses incluses dans la demande.
- 15.5 Dans les situations énoncées au point 15.4, la Commission informe le plus tôt possible l'organisation des motifs de la suspension, en fournissant les informations supplémentaires nécessaires. La suspension prend effet à la date à laquelle la Commission envoie la notification indiquant les motifs de la suspension. La période de paiement restante recommence à compter de la date à laquelle la Commission notifie que les informations demandées ou les documents révisés ont été reçus ou que les autres contrôles nécessaires ont été réalisés.

Suspension de la convention par la Commission

- 15.6 La Commission peut demander par écrit à l'organisation de suspendre sans délai la mise en œuvre de la présente convention si les circonstances l'exigent, en particulier:
- a) lorsqu'une décision de l'Union pertinente révélant une violation des droits de l'homme a été adoptée⁶;
 - b) dans des cas tels qu'une crise entraînant une modification de la ligne d'action de l'Union européenne.
- 15.7 À la suite d'une notification écrite par la Commission, les parties reprennent la mise en œuvre de la convention dès que les conditions le permettent. Au cours de la période de suspension, l'organisation a droit au remboursement des coûts minimaux nécessaires à une possible reprise de la convention. Cette disposition est sans préjudice de toute modification de la convention qui pourrait être nécessaire pour adapter l'action aux nouvelles conditions de mise en œuvre, y compris, si possible, la prorogation de la période de mise en œuvre de l'action et du délai pour la passation des contrats, ou de la résiliation de la convention conformément au point 16.3.

Suspension de l'action par l'organisation, force majeure

- 15.8 L'organisation peut décider de suspendre la mise en œuvre de tout ou partie de l'action, ou être invitée à le faire, si des circonstances imprévues indépendantes de la volonté des parties l'exigent, notamment dans des cas de force majeure. L'organisation en informe sans délai la Commission et fournit toutes les précisions nécessaires, indiquant notamment les mesures prises pour réduire au minimum tout préjudice éventuel ainsi que les effets de la suspension et la date de reprise de la mise en œuvre prévisibles.
- 15.9 Aucune des parties ne sera tenue responsable d'une violation de ses obligations en vertu de la convention si elle est dans l'incapacité de les remplir en raison d'un cas de force majeure, pour autant qu'elle prenne toutes les mesures possibles pour réduire au minimum le préjudice éventuel.
- 15.10 Les parties réduisent au minimum la durée de la suspension et l'organisation reprend la mise en œuvre de la convention dès que les conditions le permettent, avec l'accord écrit préalable de la Commission. La période de mise en œuvre est automatiquement prorogée d'une durée équivalente à celle de la suspension. Le délai pour la passation des contrats est automatiquement prorogé d'une durée équivalente à celle de la suspension en cas de suspension pour des raisons de force majeure.
- 15.11 Le précédent paragraphe est sans préjudice de toute modification de la convention qui pourrait être nécessaire pour adapter l'action aux nouvelles conditions de mise en œuvre ou de la résiliation de la convention conformément au point 16.3.

Article 16: Résiliation et date de fin de la convention

- 16.1 Sans préjudice de toute autre disposition des présentes conditions générales, la Commission peut résilier la convention lorsque l'organisation ou les sous-délégataires:

⁶ Par exemple, i) une décision en vertu de l'article 37 du règlement (CE) n° 1905/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 portant établissement d'un instrument de financement de la coopération au développement (JO L 378 du 27.12.2006, p. 41), de l'article 28 du règlement (CE) n° 1638/2006 du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 2006 arrêtant des dispositions générales instituant un instrument européen de voisinage et de partenariat (JO L 310 du 9.11.2006, p. 1) ou de l'article 96 de l'accord de partenariat ACP-CE signé à Cotonou le 23 juin 2000 et révisé le 25 juin 2005 et le 23 juin 2010 ou ii) une décision de la Commission suspendant la coopération par mesure de précaution.

- a) n'exécutent pas une des obligations substantielles qui leur incombent en vertu des dispositions de la convention;
 - b) connaissent des changements juridiques, techniques ou d'organisation susceptibles d'affecter de manière substantielle et négative la mise en œuvre et la gestion de l'action ou de remettre en cause la décision d'octroi de la contribution de l'Union;
 - c) se sont rendus coupables de fausses déclarations ou ont fourni des déclarations incomplètes afin d'obtenir la contribution de l'Union ou ont fourni des rapports qui ne reflètent pas la situation réelle en vue d'obtenir ou de conserver la contribution de l'Union européenne sans motif;
 - d) sont en situation de faillite ou font l'objet d'une procédure de liquidation ou de toute autre procédure de même nature;
 - e) ont commis, en matière professionnelle, une faute grave constatée par tout moyen justifié;
 - f) ont, intentionnellement ou par négligence, commis une irrégularité substantielle lors de la mise en œuvre de la convention, ou ont commis une fraude, un acte de corruption ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne;
 - g) ne respectent pas les obligations de rapports mentionnées au point 4.9;
 - h) se trouvent dans une des situations décrites au point 15.1.
- 16.2 Dans les circonstances visées au point 16.1, la Commission entame des discussions avec l'organisation. À défaut d'accord sur une solution dans les 30 jours calendrier, la Commission peut mettre fin à la convention moyennant un préavis écrit de sept jours calendrier et sans indemnité quelconque de sa part à l'organisation. Dans ce cas, la Commission peut exiger le remboursement intégral ou partiel de tout montant indûment versé, après avoir permis à l'organisation de présenter ses observations.
- 16.3 Si, à tout moment, l'une ou l'autre des parties estime que les objectifs de la convention ne peuvent plus être poursuivis de manière efficace ou appropriée pour les raisons décrites aux points 15.6 a), 15.6 b) et 15.8, elle consulte l'autre partie. À défaut d'accord sur une solution, chaque partie peut résilier la convention moyennant un préavis écrit de 60 jours calendrier. Dans ce cas, l'organisation a droit i) au paiement portant uniquement sur la partie de l'action mise en œuvre, et ii) au remboursement des engagements juridiques auxquels elle a procédé pour la mise en œuvre de l'action avant que le préavis écrit de la résiliation ait été soumis à l'autre partie, et à laquelle l'organisation ne peut raisonnablement mettre un terme pour des motifs juridiques. La Commission récupère la partie restante conformément aux articles 20 et 21.

Date de fin

- 16.4 À moins que la convention ne prenne fin de manière anticipée en vertu de l'article 16 des conditions générales, elle prend fin à la «date de fin», c'est-à-dire au moment du versement du solde par la Commission conformément à l'article 20 des conditions générales, ou au moment où l'organisation rembourse les montants qui lui auraient été versés en surplus par rapport au montant final dû, conformément à l'article 21 des conditions générales. Lorsque la Commission ne verse pas le solde ou lorsque l'organisation n'effectue pas de remboursement final, la «date de fin» est fixée à 18 mois après la fin de la période de mise en œuvre telle que définie à l'article 2 des conditions particulières. Lorsque l'une ou l'autre des parties demande l'engagement d'une procédure de règlement des litiges prévue à l'article 17, la «date de fin» est reportée jusqu'à l'achèvement de cette procédure.

Article 17: Droit applicable et règlement des différends

- 17.1 Les parties s'efforcent de régler à l'amiable tout différend et toute plainte relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la convention, y compris en ce qui concerne l'existence, la validité ou la résiliation de celle-ci.
- 17.2 Lorsque l'organisation n'est pas une organisation internationale, la présente convention est régie par le droit de l'UE, complété si nécessaire par les dispositions pertinentes du droit belge. En cas d'échec du règlement à l'amiable, chaque partie peut saisir le Tribunal de l'UE et, en cas de recours, la Cour de justice de l'UE.
- 17.3 Lorsque l'organisation est une organisation internationale:
- a) aucune disposition de la présente convention n'est interprétée comme une renonciation aux privilèges ou immunités dont jouit l'une ou l'autre des parties à cette convention, en vertu de ses statuts ou du droit international;
 - b) en cas d'échec du règlement à l'amiable conformément au point 17.1 ci-dessus, tout différend, toute controverse ou toute plainte découlant de l'interprétation, de l'application ou de l'exécution de la présente

convention ou s’y rapportant, y compris en ce qui concerne son existence, sa validité ou sa résiliation, se règle par un arbitrage définitif et contraignant conformément au règlement facultatif d’arbitrage de la Cour permanente d’arbitrage pour les organisations internationales et les États qui est en vigueur à la date de la signature de la présente convention. L’autorité de nomination est le secrétaire général de la Cour permanente d’arbitrage. La décision de l’arbitre a force contraignante pour l’ensemble des parties et n’est pas susceptible d’appel.

Article 18: Coûts éligibles

Conditions d’éligibilité des coûts de mise en œuvre

- 18.1 Les coûts éligibles encourus par l’organisation satisfont aux critères suivants:
- a) ils sont nécessaires à la mise en œuvre de l’action. Ils sont directement induits par l’action et découlent directement de sa mise en œuvre;
 - b) ils sont réels; en d’autres termes, ce sont des coûts véritablement et indéniablement supportés par l’organisation;
 - c) ils sont raisonnables, justifiés et respectent le principe de bonne gestion financière, notamment en ce qui concerne l’économie et l’efficacité;
 - d) ils sont supportés durant la période de mise en œuvre, quel que soit le moment auquel ils ont effectivement été déboursés:
 - i) les coûts liés à des subventions, services et travaux doivent porter sur des activités réalisées durant la période de mise en œuvre. Les coûts afférents à des fournitures sont éligibles si la livraison et l’installation de celles-ci sont survenues durant la période de mise en œuvre. En conséquence, les versements de liquidités par l’organisation au(x) sous-délégataire(s), le paiement d’un acompte (préfinancement) ou la prise d’un quelconque engagement pour la livraison future de services, travaux et fournitures (marché) ou l’exécution future d’activités (subventions), comme la signature d’un contrat ou la passation d’une commande, ne sont pas considérés comme des coûts supportés;
 - ii) à l’exception des actions multidonateurs, les paiements en suspens correspondant aux coûts supportés sont soit versés avant la présentation du rapport final, soit répertoriés dans le rapport final en mentionnant la date estimée du versement;
 - iii) les coûts afférents à l’audit et l’évaluation peuvent être supportés après la période de mise en œuvre;
 - e) ils sont identifiables, et sont notamment inscrits dans la comptabilité de l’organisation et déterminés conformément à son système comptable. Ils sont étayés par des éléments probants concrets (documents originaux, éventuellement sous format électronique) et sont vérifiables conformément à l’article 22;
 - f) ils sont mentionnés dans le budget prévisionnel à l’annexe III en faisant ressortir, dans la mesure du possible, les coûts des tâches d’exécution budgétaire;
 - g) ils sont conformes à la législation fiscale et sociale en vigueur.

Coûts de mise en œuvre

- 18.2 Les catégories de coûts suivantes sont éligibles pour autant qu’elles satisfassent aux conditions d’éligibilité établies au point 18.1:
- a) les coûts du personnel de l’organisation directement affecté à la mise en œuvre de l’action, comprenant les salaires ainsi que les charges de sécurité sociale et autres coûts légaux entrant dans la rémunération du personnel et prévus par la politique de l’organisation. L’organisation conserve des éléments de preuve du temps consacré par le personnel aux travaux demandés, au moyen d’un système d’enregistrement du temps, d’une méthode fiable de répartition ou d’un contrat de travail stipulant l’affectation précise à l’action;
 - b) les frais de déplacement du personnel directement affecté à la mise en œuvre de l’action et les indemnités journalières y associées, conformément aux pratiques habituelles de l’organisation;
 - c) les coûts du financement alloué par l’organisation aux contractants et bénéficiaires d’une subvention pour la mise en œuvre de l’action décrite à l’annexe I, tels que:
 - i) les coûts d’équipements (neufs ou d’occasion) directement imputables à l’action;
 - ii) les coûts des biens et des services (transport, stockage et distribution, location de matériel, etc.) qui sont directement imputables à l’action;

- iii) les coûts de matériels consommables et de fournitures directement imputables à l'action;
- d) les impôts, droits et taxes, y compris la TVA, acquittés par l'organisation en liaison avec les coûts mentionnés aux points a), b) ou c), pour autant que l'organisation ne puisse les récupérer.

18.3 Les coûts mentionnés aux points 18.2 a), 18.2 b) et 18.2 c) imputables au fonctionnement de bureaux locaux nécessaires à la mise en œuvre de l'action sont éligibles proportionnellement à l'ampleur des activités directement imputables à l'action.

Rémunération

- 18.4 Un pourcentage fixe des coûts de mise en œuvre éligibles, tel qu'indiqué au point 3.2 des conditions particulières et n'excédant pas 7 %, peut être demandé par l'organisation, ou les sous-délégataires, en tant que rémunération.
- 18.5 Sous réserve de ce qui précède, pour des actions comparables et des actions pour lesquelles il existe plus d'un donateur, le montant demandé comme rémunération ne peut être supérieur, en pourcentage, à celui d'autres contributions comparables.
- 18.6 La rémunération ne doit pas être justifiée par des documents comptables.

Coûts non éligibles

- 18.7 Les coûts suivants sont non éligibles, en plus de tout autre coût ne satisfaisant pas aux conditions fixées au point 18.1:
- a) la dette et les charges de la dette;
 - b) les provisions pour pertes ou dette;
 - d) les dépenses financées par d'autres sources;
 - e) les achats de terrains ou d'immeubles,
 - f) les pertes de change;
 - g) les apports en nature. Le coût du personnel affecté à l'action n'est pas une contribution en nature et peut être considéré comme un cofinancement dans le budget, quand il est payé par l'organisation ou les sous-délégataires.

Sous-délégation

- 18.8 Les coûts supportés par les sous-délégataires sont éligibles aux mêmes conditions que ceux supportés par l'organisation.

Article 19: Paiements

- 19.1 Les modalités de paiement telles qu'établies à l'article 4 des conditions particulières sont les suivantes:
- a) la Commission fournit un préfinancement tel qu'indiqué au point 4.2 des conditions particulières dans un délai de 30 jours calendrier à compter de la réception de la présente convention signée par les deux parties;
 - b) lorsque la période de mise en œuvre est supérieure à 12 mois, chaque tranche suivante est versée en fonction du montant prévu au point 4.2 des conditions particulières dès lors qu'au moins 70 % de la tranche immédiatement précédente (et 100 % des tranches antérieures, le cas échéant) ont été juridiquement engagés entre l'organisation ou les sous-délégataires et un tiers, comme l'atteste le rapport concerné;
 - c) la Commission verse les tranches et le paiement final dans les 90 jours calendrier à compter de la réception d'une demande de paiement accompagnée d'un rapport intermédiaire ou du rapport final.
- 19.2 Les rapports sont présentés conformément à l'article 4. Le paiement est effectué une fois les rapports approuvés. Le montant final est établi conformément à l'article 20. L'approbation des demandes de paiement et des rapports qui les accompagnent n'implique pas la reconnaissance de la régularité ou de l'authenticité, de l'exhaustivité et de l'exactitude des déclarations et des informations qu'ils contiennent.
- 19.3 La Commission effectue les paiements en euros sur le compte bancaire mentionné dans la fiche d'identification financière à l'annexe IV.

Intérêts de retard

- 19.4 En cas de retard de paiement des montants mentionnés à l'article 4 des conditions particulières, les conditions suivantes s'appliquent:
- a) lorsque l'organisation n'est pas un État membre de l'Union européenne, à l'expiration des délais de paiement indiqués au point 19.1, l'organisation perçoit des intérêts de retard au taux appliqué par la Banque centrale européenne pour ses principales opérations de refinancement en euros. Le taux de référence est le taux en vigueur le premier jour du mois au cours duquel le délai de paiement expire, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C, majoré de trois points de pourcentage et demi;
 - b) la suspension des paiements par la Commission en vertu de l'article 15 ne peut être considérée comme un retard de paiement;
 - c) les intérêts de retard portent sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et la date du paiement effectif (incluse), telle qu'établie au point 19.1. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard;
 - d) par dérogation au point 19.4 c), lorsque les intérêts calculés conformément à cette disposition sont inférieurs ou égaux à 200 EUR, la Commission les verse à l'organisation uniquement sur demande de cette dernière formulée dans les deux mois à compter de la réception du paiement en retard;
 - e) l'intérêt n'est pas considéré comme une recette pour la détermination du montant final de la contribution de l'Union européenne au sens de l'article 20.

Article 20: Montant final

- 20.1 La Commission fixe le montant final de la contribution de l'Union européenne au moment de l'approbation du rapport final de l'organisation. Sans préjudice de l'article 22, elle détermine ensuite le solde restant dû à l'organisation ou le montant à récupérer.
- 20.2 Sans préjudice du point 20.5, le montant final est inférieur aux deux montants suivants:
- a) la somme des coûts de mise en œuvre éligibles approuvés par la Commission et la rémunération y afférente;
 - b) la contribution maximale de l'Union européenne visée au point 3.1 des conditions particulières.

- 20.3 L'organisation accepte que la contribution au titre de la présente convention soit limitée au montant requis pour équilibrer les revenus générés par l'action, les contributions des donateurs et les coûts éligibles.
- 20.4 Conformément à l'article 21, la Commission récupère tout surplus.
- 20.5 Lorsque l'action n'est pas mise en œuvre, n'est pas mise en œuvre conformément à la convention, est mise en œuvre de manière partielle ou tardive, ou lorsque l'organisation a enfreint, sur le fond, une obligation contractuelle qui lui incombe en vertu de la convention, par exemple, concernant la communication et la visibilité, la Commission peut, après avoir autorisé l'organisation à présenter ses observations, réduire la contribution de l'Union européenne en conséquence.

Article 21: Récupération

- 21.1 Lorsqu'un montant doit être récupéré en vertu des dispositions de la convention, l'organisation rembourse le montant dû en euros à la Commission.
- 21.2 Préalablement à la récupération, la Commission notifie formellement l'organisation de son intention de récupérer tout montant indûment versé, en précisant le montant et les motifs de la récupération et en invitant l'organisation à formuler toute observation dans un délai de 30 jours calendrier à compter de la réception de la notification. Si l'organisation ne soumet aucune observation, ou si, en dépit des observations formulées par l'organisation, la Commission décide de poursuivre la procédure de récupération, celle-ci peut confirmer la récupération en notifiant formellement une note de débit à l'organisation, indiquant les conditions et l'échéance du paiement.
- 21.3 Si l'organisation n'effectue pas le paiement à l'échéance indiquée sur la note de débit, la Commission récupère le montant dû:
- a) en le compensant avec tout montant dû par l'Union européenne à l'organisation;
 - b) en engageant des poursuites conformément à l'article 17, ou, s'il y a lieu, en adoptant une décision exécutoire au titre de l'article 299 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;
 - c) dans des circonstances exceptionnelles, motivées par la nécessité de sauvegarder les intérêts financiers de l'Union européenne, la Commission peut récupérer les montants dus en effectuant une compensation avant la date limite indiquée dans la note de débit et sans le consentement préalable de l'organisation.
- 21.4 Si l'organisation n'effectue pas le remboursement à la date convenue, le montant dû est majoré des intérêts de retard calculés au taux indiqué au point 19.4 a). Les intérêts sont calculés à partir du jour calendrier suivant l'expiration du délai de paiement et jusqu'au jour (inclus) où la Commission reçoit effectivement le paiement intégral du montant en suspens. Tout paiement partiel est imputé d'abord sur les intérêts de retard.
- 21.5 Les frais bancaires occasionnés par le remboursement des montants dus à la Commission sont à la charge exclusive de l'organisation.

Article 22: Comptabilité et contrôles technique et financier

Comptabilité

- 22.1 L'organisation tient des relevés et des comptes précis et systématiques relatifs à la mise en œuvre de l'action.
- 22.2 Lorsque cela est possible, l'organisation conserve la contribution de l'Union européenne sur des comptes bancaires libellés en euros. L'organisation peut mettre en commun la contribution de l'Union européenne et les contributions d'autres donateurs. Elles peuvent être converties dans d'autres monnaies en vue d'un décaissement plus aisé. Si des intérêts générés par le préfinancement sont dus, les méthodes comptables de l'organisation doivent permettre de distinguer les paiements effectués par la Commission des intérêts ou autres bénéfices découlant de ces fonds.

Archivage

- 22.3 Pendant une période de cinq ans à compter de la date de fin fixée au point 16.4, ou jusqu'à la date du délai de prescription de toute plainte en vertu de la législation applicable régissant la convention et tous marchés ou subventions signés au titre de celle-ci si leur durée est plus longue, l'organisation conserve et met à disposition, conformément au point 22.4, toutes les informations financières pertinentes sous leur forme originale (sous format électronique, le cas échéant) ou, dans des circonstances exceptionnelles et dûment justifiées, des copies certifiées conformes des documents originaux ayant trait à la présente convention ou à tout marché ou convention de subvention conclus en vertu de la convention.

Accès

- 22.4 L'organisation autorise la Commission et la Cour des comptes européenne, ou tout autre représentant autorisé

par la Commission, à contrôler sur pièce et sur place l'utilisation de la contribution de l'Union européenne (y compris les procédures d'attribution de marchés et d'octroi de subventions) sur la base de documents comptables probants et de tout autre document relatif au financement de l'action.

- 22.5 L'organisation accepte que l'OLAF puisse procéder à des contrôles sur place, à des enquêtes et à des vérifications selon les procédures prévues par la législation de l'Union européenne pour la protection des intérêts financiers de l'Union européenne contre les fraudes et autres irrégularités.
- 22.6 À cette fin, l'organisation s'engage à fournir aux fonctionnaires de la Commission, de l'OLAF et de la Cour des comptes européenne, ainsi qu'à leurs agents mandatés, un droit d'accès aux sites et aux locaux dans lesquelles les opérations financées au titre de la convention sont réalisées, ainsi qu'à tous les documents et à toutes les données informatisées concernant la gestion technique et financière de ces opérations. L'organisation prend toutes les dispositions nécessaires pour faciliter ces contrôles. Elle veille à ce que l'accès des agents mandatés de la Commission, de l'OLAF et de la Cour des comptes européenne s'effectue dans des conditions de confidentialité, sans préjudice des obligations de droit public auxquelles elle est soumise. Les documents doivent être accessibles et classés de sorte à permettre un contrôle aisé, l'organisation étant tenue d'informer la Commission, l'OLAF ou la Cour des comptes européenne du lieu précis où ils sont conservés.
- 22.7 La Commission informe l'organisation de l'envoi sur place planifié d'agents désignés par la Commission ou la Cour des comptes européenne en temps voulu afin que les questions de procédures nécessaires puissent être réglées à l'avance.
- 22.8 Si l'organisation est une organisation internationale, les examens sur pièce, enquêtes et contrôles sur place mentionnés à l'article 22 désignent une vérification réalisée conformément aux clauses relatives aux vérifications convenues avec la Commission. Si l'organisation n'est pas une organisation internationale, une enquête ou un audit est réalisé. Cette disposition est sans préjudice de tout accord de coopération entre l'OLAF et les instances de lutte contre la fraude de l'organisation.